



Séminaire international

EXPERIENCES

et

PRATIQUES

de la
culture
scientifique
et technique
au Sud

Institut français de l'Oriental

Oujda (Maroc)

du 25 AU 27 JANVIER 2006

**Synthèse des
débatS**



Promotion de la Culture Scientifique et Technique



INSTITUT FRANÇAIS
DE L'ORIENTAL

Oujda

Projet FSP mobilisateur 2003-25 de promotion de la culture scientifique et technique en zone de solidarité prioritaire

SOMMAIRE

INTRODUCTION	3
1. Formation et professionnalisation des acteurs	4
2. Nécessité d'une structuration en réseau	6
3. Reconnaissance institutionnelle et institutionnalisation.....	7
4. Efficacité et pérennité des actions.....	8
5. Médias et médiatisations de la culture scientifique et technique	9
6. Quels enjeux pour la scientifique et technique ?	9
ANNEXE	11
Programme.....	12
Participants.....	15

INTRODUCTION

Dans le cadre du projet mobilisateur de *Promotion de la culture scientifique et technique au Sud* (PCST), le ministère français des Affaires étrangères (MAE), l'Institut de recherche pour le développement (IRD) et l'Institut Français de l'Oriental (IFO) à Oujda ont organisé le premier séminaire international sur la culture scientifique et technique au Sud. Ce séminaire avait pour objectif de susciter des échanges d'expériences entre les acteurs de la culture scientifique et technique au Sud et de favoriser l'établissement d'un réseau fédérant les initiatives dans ce domaine.

A cette occasion, l'ensemble des porteurs de projets lauréats du premier appel à projets lancé dans le cadre du PCST et des acteurs de la culture scientifique et technique marocains ont été réunis. L'équipe de coordination du PCST, des experts français impliqués dans le projet et deux journalistes de l'agence de presse Syfia International étaient également présents. Au total, une quarantaine de participants venant d'une dizaine de pays ont participé à ce séminaire.

Le séminaire s'est articulé autour des présentations des projets lauréats du premier appel à projets de PCST. Il avait été demandé aux intervenants de mettre en exergue dans leur communication les atouts dont ils avaient bénéficiés au cours de la mise en œuvre de leurs projets ainsi que les contraintes et obstacles rencontrés. Les participants ont, par ailleurs, eu l'occasion de partager leurs points de vue au cours des débats qui ont ponctué le séminaire.

De façon générale, les communications et débats ont souligné la nécessité :

- de professionnaliser les acteurs de la culture scientifique et technique par des formations *ad hoc* dans deux domaines privilégiés : l'animation ou la médiation scientifique, et le journalisme scientifique.
- de fédérer les projets et les programmes d'actions dans des réseaux à l'échelle nationale et régionale, ce qui contribuerait à mutualiser les moyens, à rendre plus efficaces les actions et à donner une meilleure visibilité à la culture scientifique et technique.
- de susciter, pour la culture scientifique et technique, une audience nationale et une reconnaissance de la part des autorités des pays, notamment des ministères en charge de la Culture ou de la Recherche qui pourraient en avoir la tutelle.

Le document suivant présente la synthèse des problématiques abordées et des perspectives soulevées au cours des discussions.

1. Formation et professionnalisation des acteurs

■ Un manque de professionnels

Le manque, voire l'absence, de professionnels spécialisés dans le domaine de la culture scientifique et technique a été une constante des débats. Ceci pose la question de la formation.

Les acteurs, quel que soit le pays concerné, sont dans leur majeure partie bénévoles, souvent difficilement mobilisables sur une longue durée ou à plein temps. Au Maroc comme au Cameroun, la médiation scientifique et technique est le plus souvent l'œuvre des enseignants et parfois de chercheurs. La mise en œuvre de projets se greffe alors sur une activité professionnelle principale. Ce manque de « professionnalisme » peut se traduire, comme au Mali, par une difficulté des animateurs à adapter les méthodes et les discours scientifiques aux connaissances de leur public ou à les traduire dans le langage adéquat. « *Nous faisons ce que nous savons faire, nous sommes des scientifiques* », résume un intervenant, professeur dans une université marocaine.

Faible professionnalisme, manque de professionnels... découle directement de l'absence de formations aux métiers de la culture scientifique et technique, un souci majeur partagé par tous les participants. Certaines techniques, comme la rédaction journalistique dans un club de journalisme scientifique (université de Kénitra) par exemple, doivent être enseignées par des professionnels et non par des professeurs de sciences qui ne les maîtrisent pas. Cependant, en l'absence de médiateurs culturels professionnels, comment envisager des formations en médiation scientifique et technique dans leur pays ? s'interrogent certains.

La professionnalisation et la formation ouvrirait de plus larges perspectives de développement à la culture scientifique et technique au Sud. Au Maroc, cela pourrait également offrir de nouveaux débouchés professionnels, en particulier aux doctorants. Enfin, la professionnalisation des acteurs contribuerait à assurer une pérennisation des activités.

■ Qui former ? Quels médiateurs pour quelle médiation ?

Les participants se sont également interrogés sur l'exercice de la profession de médiateur scientifique. Qu'est ce que faire de la culture scientifique et technique ? Qui sont ces médiateurs ?

En préalable à tout questionnement et à tout projet de formation, il est apparu nécessaire de réfléchir à la définition et au champ même de la culture scientifique et technique afin de poser correctement la question de l'exercice de la vulgarisation. Dans cette perspective, il est aussi suggéré d'établir un répertoire des métiers de la culture scientifique et technique.

Les intervenants ont discuté de la formation d'origine des médiateurs. Quel est le bagage des médiateurs ? Sont-ils des scientifiques convertis à la médiation et à la communication ? Ou bien sont-ils des littéraires initiés à la science ? Dans certaines universités marocaines, les littéraires peuvent faire preuve d'une forte volonté de mettre leur savoir-faire au service de la culture scientifique. La culture scientifique peut être aussi un espace de rencontres entre des personnes de formation d'origine différente, à l'instar du spectacle à caractère scientifique créé à Bangui et auquel ont collaboré chercheurs, acteurs professionnels et scénaristes.

Pour beaucoup, la culture scientifique et technique ne doit pas rester l'apanage des universitaires, la formation ne doit donc pas être réservée aux seuls enseignants et

étudiants en sciences. Un scientifique de haut niveau ne peut pas « *créer la culture* ». Il faut avant tout former ceux qui seront capables d'apprendre à « *rendre les sciences comestibles* ». Les médiateurs ne doivent pas être « parachutés » ; il est par conséquent préférable qu'ils soient capables d'associer culture locale et culture scientifique et technique.

■ **Quelle formation pour quelle profession ?**

De même que les formations d'origine d'un médiateur scientifique sont envisagées de manière diversifiée, les participants appellent à des formations spécialisées de différents niveaux.

Certains intervenants prônent la mise en place de formations nationales. Au Maroc, l'université semble pouvoir dispenser ces formations. L'université Mohammed VI met par exemple en place une filière de management culturel qui pourrait déboucher, à terme, sur la création d'un master *Culture et Société*. L'université de Kenitra au Maroc a, pour sa part, déjà intégré au cursus universitaire un module « outils en médiation scientifique ».

De petites formations spécialisées, à l'origine « modestes » et ponctuelles, comme les ateliers d'initiation à la vulgarisation à destination d'étudiants en journalisme mis en place au Niger, peuvent à terme déboucher sur des formations universitaires plus longues et pérennes, c'est le cas avec le Master en communication scientifique en projet actuellement à l'université de Niamey. Ce type de formation universitaire pourrait avoir une vocation régionale et accueillir des étudiants des pays voisins. Pour certains, il ne faut pas nécessairement créer des formations nationales, mais plutôt envisager des fédérations régionales de formations au Sud.

Certes les formations universitaires sont indispensables, mais il ne faut pas négliger pour autant les « petites » formations, comme celles effectuées à l'occasion de la mise en œuvre de projets de culture scientifique et technique et au cours desquelles sont formés des animateurs issus de structures variées (Adal Educ au Maroc). On souligne à ce propos qu'il faut former à tous les niveaux en veillant aux actions de proximité et en se gardant de créer un « fossé » si l'on ne mettait en place que des formations dans l'enseignement supérieur de type « master ».

Quelle pourrait être la contribution du PCST en matière de formation ? Le programme ne prévoit pas de financer des formations lourdes de type académique. Il est en revanche possible d'envisager des modules de formations dans le cadre des projets subventionnés. Certains modules de formation ou « cours » pourraient être également envisagés sur le site Internet *LatitudeSciences* comme cela existe déjà dans le domaine du journalisme (formations proposées par Syfia international sur Internet).

2. Nécessité d'une structuration en réseau

La nécessité de fonctionner en réseau a fait l'unanimité. Ce besoin de structuration se manifeste à différents niveaux (à l'échelle locale, nationale et régionale) et pour la mise en œuvre de projets variés (Fête de la science, édition, formation).

■ Fédérer les moyens et les compétences

Sur le terrain, la capacité à fédérer les moyens et les compétences pour réaliser un projet apparaît comme un facteur déterminant de réussite.

Dans le cadre de l'organisation de l'année mondiale de la physique au Maroc, la mise en relation des universitaires marocains avec le réseau des Centres Culturels français a été bénéfique à la mise en œuvre du projet. Néanmoins, il a été difficile d'assurer la coordination nationale, particulièrement parce que la communication entre les organisateurs s'est limitée au courrier électronique et du fait de l'insuffisance de structures (clubs, associations) susceptibles de gérer ce type d'initiative au sein des universités marocaines. La création d'une société marocaine de physique qui coordonnera des activités à l'échelle nationale est une des perspectives nées des suites de l'organisation de l'année mondiale de la physique.

Au Sénégal, l'animation de la fête de la science par l'association Scientifika avait pour objectif de redynamiser les clubs scientifiques en région pour structurer un réseau national. A cet effet, la constitution d'un comité d'organisation pour coordonner les opérations a constitué un atout. De même, à Madagascar, le lancement des clubs scientifiques a été conditionné par l'existence d'un organisme centralisateur. D'autres initiatives vont dans ce sens. Le projet de l'ANAP au Maroc vise à une mise en commun des compétences locales en fédérant les associations qui œuvrent dans le domaine de l'environnement dans l'Oriental ; ce qui devrait offrir une meilleure visibilité aux actions. Toujours au Maroc, la Semaine de l'Astronomie a contribué à la mise en place d'un réseau marocain d'astronomie en faisant participer à des formations des animateurs venus de différentes villes. Certaines actions sont également mises en œuvre avec l'appui de réseaux internationaux (Milset et Petits Débrouillards).

Ces réseaux peuvent être en effet également locaux, comme en témoigne l'initiative de l'association Karamba Touré au Mali, qui a abouti grâce aux liens qui se sont tissés entre les l'association et les communes rurales du Mandé.

■ Comment se fédérer ?

Si le besoin de construire des réseaux se fait ressentir fortement, ceux-ci sont encore insuffisants et les participants se sont interrogés sur la manière de consolider et pérenniser les liens existants. A cet égard, l'exemple des CCSTI en France a suscité l'intérêt.

L'idée de création d'un réseau national de culture scientifique et technique émerge au Maroc. Les résultats de l'état des lieux réalisé par le Cerlis sont attendus avec impatience car ils constitueront un point de départ. Il manque cependant dans ce pays des structures permettant la fédération des uns et des autres. Les projets, comme ceux de l'Université de Kenitra, dépassent souvent toutes les attentes ; cependant, il faut « mettre de l'ordre » dans cette multiplicité d'initiatives. Il apparaît donc urgent à beaucoup de créer « un organe centralisateur » doté d'un organe de communication par exemple. La tenue au Maroc des « Assises de la Culture scientifique et technique du Sud » pourrait également contribuer à faciliter cette mise en réseau.

Pour l'heure, les seuls réseaux sur lesquels se raccrocher sont des réseaux internationaux. Un réseau à l'échelle nationale est donc nécessaire. Il est également demandé le développement de plans d'actions à l'échelle de chaque pays plutôt que régional du fait des disparités d'un pays à l'autre. Il faut enfin ne pas oublier, au sein de chaque pays, le développement de réseaux de proximité, dans les régions par exemple.

Tous les intervenants soulignent l'intérêt du séminaire d'Oujda en la matière. Les participants qui œuvrent sur le même sujet et dans le même objectif se sont rencontrés souvent pour la première fois à l'occasion de ce séminaire. Ceci devrait permettre d'initier de nouvelles coopérations.

3. Reconnaissance institutionnelle et institutionnalisation

La nécessité de créer des réseaux est souvent étroitement associée à une aspiration à une institutionnalisation de la culture scientifique et technique. D'un pays à l'autre, les constats sont nuancés. Mais tous les intervenants (ou presque) s'accordent sur le fait qu'une reconnaissance plus grande et une prise en charge effective par les autorités conduiraient à une meilleure visibilité et efficacité de leurs actions.

La plupart des intervenants soulignent l'absence de politique de développement de la culture scientifique et technique qui ne bénéficie de tutelle ministérielle dans aucun pays du programme. Au Maroc, par exemple, le pilotage de la Fête de la Science se fait dans les universités de manière autonome tant au niveau des choix des sujets que de l'organisation. Habituellement, cette manifestation a lieu la troisième semaine de mars, mais la règle n'est pas toujours suivie. Ceci souligne le besoin d'institutionnaliser l'événement.

Au Mali, on observe également un faible engagement des politiques. Il n'y a en effet pas de politique du savoir, et la politique culturelle intègre peu la culture scientifique et technique. Les politiques ne s'intéressent à des sujets que lorsqu'ils en comprennent les enjeux. Pour susciter leur intérêt, il faudrait donc rendre visibles les enjeux de la culture scientifique et technique. Dans ce pays, il semble cependant que l'idée que la culture scientifique et technique est essentielle au développement commence à prendre forme auprès de l'Etat.

Malgré l'absence de tutelle ministérielle, l'existence d'un enseignement supérieur et de structures de recherche peut constituer un contexte favorable à la culture scientifique et technique. Par ailleurs, le faible engagement des autorités nationales n'empêche pas un réel rayonnement local grâce à une forte implication des autorités communautaires, comme cela a été le cas au Mali avec le projet dans la région du Mandé. Il ne faut pas non plus négliger le rôle peuvent jouer certaines administrations centrales – Education nationale, académies au Cameroun par exemple – dans l'organisation d'événements.

L'un des objectifs du PCST est d'obtenir la prise en compte des enjeux de la culture scientifique et technique par les pouvoirs publics et de faire en sorte que la culture scientifique et technique rentre dans les programmes nationaux.

4. Efficacité et pérennité des actions

L'efficacité et la pérennisation des actions, très liées à la question de la formation et la mise en place d'un réseau, ont été également abordées au cours des débats.

- ***Comment mesurer les retombées d'une opération de culture scientifique technique ? Comment évaluer la transmission effective de connaissances ?***

La plupart des participants disent mesurer le succès de leurs projets au regard du bon déroulement des opérations et de la venue du public. Rares sont ceux qui réalisent des études précises du visitorat. A Madagascar, la fréquentation de la Quinzaine scientifique a été précisément chiffrée à l'aide de questionnaires distribués aux visiteurs. Cette enquête est commanditée par l'Adcite à une société indépendante. Pour les organisateurs de Scientifika au Sénégal, une évaluation de l'impact de la manifestation se fait avec le concours du « meilleur visiteur » qui permet de mesurer la qualité d'acquisition des connaissances et avec le Livre d'Or où le public fait part de ses remarques. En France, l'évaluation de la *Fête de la science* fait depuis longue date l'objet d'une méthodologie de l'évaluation approfondie, rigoureuse et très préparée. On souligne cependant qu'il faut prendre garde à ne pas consacrer trop de temps et de moyens aux évaluations, le succès d'une opération pouvant souvent être estimé « à l'œil nu », au vu de la fréquentation.

- ***Y a-t-il des formes de manifestations qui seraient plus adaptées à une meilleure diffusion de la culture scientifique et technique ?***

La question est posée à propos des opérations de type Fête de la science : sciences et festivité sont-elles compatibles dans les mentalités ? Au Sénégal par exemple, la *Fête de la science* n'a rien à voir avec la fête de la musique, mais la décontraction est privilégiée : il ne s'agit pas d'un enseignement des sciences « coincé entre quatre murs ». Le plus important n'est-il pas de s'inscrire dans une popularisation des sciences et d'imaginer des concepts inscrits dans la culture nationale ?

La musique et les arts peuvent jouer un rôle capital pour mieux diffuser les savoirs scientifiques, d'autant que les sciences jouent un rôle dans l'art. Il est donc nécessaire de renforcer les liens entre littéraires, artistes et scientifiques.

- ***L'efficacité et la pérennité des actions sont souvent freinées par des difficultés financières et matérielles. Nombreux sont ceux qui reconnaissent l'intérêt du soutien financier apporté par le PCST, mais qui s'interrogent sur la démarche pour trouver d'autres partenariats et les pérenniser***

Certains porteurs de projets, comme au Sénégal ou au Cameroun, se disent limités dans leurs actions par la faible diversité des fonds. Les sponsors sont difficiles à trouver et des crédits à obtenir auprès des banques. Les entreprises répondent peu aux appels de fonds. Cet aspect financier est d'autant plus essentiel que l'efficacité et la pérennité d'une opération dépendent du renouvellement régulier des fonds. Et si une ligne financière disparaît une année chez un bailleur de fonds, elle sera difficilement reconduite l'année suivante. Cette pérennisation est également essentielle pour être intégré dans les agendas des médias.

Malgré les difficultés à diversifier les sources de financement, certains porteurs de projets réussissent à mobiliser différents partenaires locaux (Scientifika, AAMNHNM, JSS notamment) et cela a constitué un réel atout pour leur projet.

5. Médias et médiatisations de la culture scientifique et technique

- ***L'impact et le rôle des médias et de la médiatisation dans la mise en œuvre des projets de culture scientifique et technique ont été abordés à plusieurs reprises au cours des échanges.***

Plusieurs intervenants ont souligné que la venue en nombre du public aux manifestations qu'ils ont organisées a été favorisée par une bonne couverture médiatique. Cependant, l'impact médiatique apparaît inégal sur le développement de la culture scientifique. Au Cameroun par exemple, les émissions de radio consacrées à la science sont diffusées à des moments de faible écoute, « *à des heures pendant lesquelles les auditeurs dorment* »... Au Mali, les médias n'accordent que peu de moyens et d'espace à la vulgarisation des sciences et il faut pouvoir mobiliser d'importantes ressources financières pour acheter des « espaces » à la radio, à la télévision et dans la presse écrite.

- ***L'absence de médias spécialisés dans le domaine des sciences et le manque de formation des journalistes dans ce domaine constituent des obstacles à la médiatisation des projets.***

Il faudrait que les médias accordent plus souvent la parole aux chercheurs. Cependant, les médias spécialisés sont absents, soulignent des participants marocains. La faible compétence des journalistes dans le domaine scientifique et technique est aussi considérée comme un obstacle majeur à la médiatisation. Au Sénégal par exemple, les journalistes, de formation littéraire pour l'essentiel, ne livrent que « *mauvaises traductions (des informations scientifiques) aux effets néfastes* ». Les débats sur la formation (cf. p.) ont d'ailleurs mis en exergue une nécessité de professionnalisation des journalistes en matière d'information scientifique et technique.

Le PCST consacre un volet de ses actions à accroître la fréquence de l'actualité des sciences et des techniques dans les médias des pays concernés par le programme. A cette fin, l'IRD a conclu un partenariat avec l'agence de presse Syfia international qui possède de nombreuses antennes en Afrique. Entre autres actions, un dossier de presse devrait être prochainement diffusé de façon à sensibiliser les médias aux enjeux de la culture scientifique et technique pour le développement.

6. Quels enjeux pour la scientifique et technique ?

Qu'est ce que la culture scientifique et technique ? A quoi sert-elle ? Ces questions sont revenues fréquemment, témoignant du flou du concept pour les uns et les autres.

Certains déclarent que la culture scientifique et technique n'est pas un concept et ou un terme utilisé dans leur pays. Ce qui n'empêche pas l'émergence ou le développement de cette activité, comme au Maroc. « *On s'est aperçu que l'on faisait de la culture scientifique et technique sans le savoir* », a souligné l'un des intervenants.

Pour promouvoir la culture scientifique, il faut déterminer quels sont ses enjeux. Au Maroc, l'enseignement des sciences est magistral et se fait sans débat. La culture scientifique a notamment pour enjeu de réintroduire le débat. L'enseignement scientifique ne n'intéresse pas assez à la place des sciences dans la vie courante, la culture scientifique et technique pourrait permettre de reconnecter les sciences avec

les préoccupations du quotidien. La culture scientifique et technique peut avoir un véritable impact sur le développement humain et, à cet égard, il faudrait dans la mesure accroître la part du savoir dans ce processus.

SYNTHESE REDIGEE PAR MARIE-LISE SABRIE ET RAPHAELE NISIN

ANNEXE

Programme

MERCREDI 25 JANVIER

- 9H** **Accueil**
- 9H30** **Mot de bienvenue**, par YVES DE LA CROIX, directeur de l'Institut français de l'Oriental
- **La culture scientifique et technique composante de l'action de la France en matière d'image et de coopération culturelle**
par SYLVIE BALLET, représentante du ministère français des Affaires étrangères
 - **Communication et culture scientifique et technique à l'IRD**
par MARIE-NOËLLE FAVIER, directrice de la Délégation à l'information et à la communication de l'IRD (Institut de recherche pour le développement)
 - **Recherche et culture scientifique et technique : l'exemple de l'association Nature et Patrimoine (ANAP, Oujda)**
par MOHAMED CHAIEB, président et EL HASSAN TALBI, secrétaire général (ANAP)
- 10H** Pause
- 10H30** **Le projet FSP mobilisateur de promotion de la culture scientifique et technique au Sud (PCST)**
- **Principes généraux**, par YVES DE LA CROIX, rédacteur du projet
 - **Les actions du projet**, par MARIE-LISE SABRIE, coordinatrice du programme PCST (IRD)
- 11H00** **La culture scientifique et technique au service du développement**
par SEVERINE DESSAJAN et ELSA RAMOS, chargées de recherche au Cerlis (CNRS – Paris V)
- 12H** Inauguration de la tournée au Maroc de l'exposition Sciences au Sud
- 14H30** **Expériences de la culture scientifique et technique au Maroc**
- **Tous pour la Science**
par NADIA RAISSI de l'université Ibn Tofail, Kénitra
 - **La semaine de l'astronomie**
par BADR BELLAHCEN, directeur de l'Agence de développement des Activités Ludiques et éducatives (ADAL-Educ, Rabat)
 - **La médiation scientifique dans le domaine de la conservation et la valorisation de la biodiversité**
par MOHAMMED ALIFRIQUI de l'Association des amis du Muséum d'histoire naturelle de Marrakech
- 16H** **Une illustration de la politique du ministère français des Affaires étrangères en faveur de la culture scientifique et technique : l'année mondiale de la physique au Maroc**
par SYLVIE BALLET et EL HASSAN THARI, professeur à l'université d'Oujda
- 16H30** Pause

17H LatitudeSciences, le site internet de la culture scientifique et technique au Sud

par *RAPHAËLE NISIN* chargée de mission pour le PCST et *MARIE-LISE SABRIE*, discussion

17H30 Expériences de la culture scientifique et technique au Mali

- **Les feux de brousse du Mandé**,
par *THERESE TOURE* de l'association Karamba Touré
- **Héritages 2005, 1^{ère} édition du Salon du patrimoine scientifique technique et technologique**
par *IBRAHIMA AYA*, ingénieur agronome, écrivain et responsable de la Jeune Société du Savoir (Bamako)

JEUDI 26 JANVIER

9H30 Expériences de Fêtes de la Science

- **La Fête de la Science en France**
par *MARIE-NOËLLE FAVIER*
- **L'animation de la fête de la Science au Sénégal**
par *JOSEPH SARR* de l'association Scientifika (Dakar)
- **La quinzaine scientifique à Madagascar**
par *NATACHA RAMBOASALAMA* de l'association pour le développement du centre d'information technique et économique (ADCITE, Antananarivo)

10H45 Pause

11H Culture scientifique et technique au Sud : quels besoins en matière de formation ?

Débat autour du *Carnet de route de la culture scientifique et technique* animé par *MARIE - LISE SABRIE*

12H Déjeuner

14H30 Un réseau français de la culture scientifique et technique : La Réunion des Centres de Culture scientifique, technique et industriel

par *MICHEL DARCHE*, directeur émérite de Centre Sciences

15H Expériences de la culture scientifique et technique au Yémen, en Centrafrique et au Cameroun

- **La science pour la vie** au Yémen
par la Fondation Al Afif à Sanaa représentée par *MOHAMED SALEH*
- **La caravane de la science** en Centrafrique,
par *PIERRE POUKALE* du Centre de Ressources Multimédia (CRM) de l'université de Bangui et *VICTOR BRUNEAU* de l'Ecole polytechnique de Yaoundé
- **Le village des sciences et des techniques** de Baffoussam
par *BERTIN SOH FOTSING* du Centre d'information, de formation et de recherche pour le développement (CIFORD) de l'université de Dschang

16H30 Pause

17H Quels atouts et quelles contraintes pour la culture scientifique et technique au Sud ?

Débat animé par *SEVERINE DESSAJAN* et *ELSA RAMOS*

18H Présentation de l'exposition *De l'eau pour la vie*
20H Dîner scientifique

VENDREDI 27 JANVIER

9H30 **Clôture du séminaire :**
Synthèse des interventions et des débats
Perspectives du PCST 2006 - 2007

Après midi
Départ

Les débats sont modérés par Michel Darche, directeur émérite du Centre de Culture Scientifique et Technique : Centre Sciences (Orléans, France).

Participants

ALIFRIQUI Mohamed

*Association des Amis du Muséum d'Histoire Naturelle de Marrakech (AAMHNM) **Maroc***

AOURAGHE Hassan

*Centre Universitaire de Recherches Archéologiques (CURA) **Maroc***

AYA Ibrahima

*La Jeune Société du Savoir (JSS) **Mali***

AZAOUAGHE Said

*AESVT-Nador **Maroc***

BALLET Sylvie

*Ministère français des Affaires étrangères **France***

BENALI Kamal

*Espace Enfant **Maroc***

BENDAOU D Rachid

*Université Caddi Ayyad Club de journalisme scientifique **Maroc***

BELLAHCEN Badr

*ADAL-Educ **Maroc***

BRUNEAU Victor

*Ecole Nationale Supérieure Polytechnique de Yaoundé **Cameroun***

BOUMAGGARD EI Hassane

*Association Ossoules **Maroc***

CHAIEB Mohamed

*Association Nature et Patrimoine (ANAP) **Maroc***

CHEMLALI Abderrahmane

*Ass. de Protection des Cigognes Blanches (APROCIB) **Maroc***

DARCHE Michel

*Centre Sciences (CCSTI) **France***

DESSAJAN Séverine

*Centre de Recherche sur les Liens Sociaux (Cerlis) **France***

DE LA CROIX Yves

*Institut Français de l'Oriental (IFO) **Maroc***

EL OUAZZANI Abdesselam

*Université Mohammed V Souissi-Rabat **Maroc***

FAVIER Marie-Noëlle

*Institut de Recherche pour le Développement (IRD) **France***

GUILLAUME Henri

*Institut de Recherche pour le Développement (IRD) **Maroc***

HABBADI Nouzha

*Université Ibn-Tofail, atelier Arts et Sciences **Maroc***

IHRACHEN Malika
AESVT-Casablanca **Maroc**

MALENGREZ Maude
Infosud Belgique Membre de SYFIA International **Belgique**

MIKOU Afaf
Les Rangs d'Honneur **Maroc**

NAJIB Khalid
ENIM **Maroc**

NISIN Raphaële
Institut de Recherche pour le Développement (IRD) **France**

POUKALE Pierre
Centre de Ressources Multimédia (CRM) **Centrafrique**

RAMBOASALAMA Natacha
Ass pour le développement du centre d'information technique et économique (Adcite)
Madagascar

RAMOS Elsa
Centre de Recherche sur les Liens Sociaux (Cerlis) **France**

RAISSI Nadia
Université Ibn-Tofail, Club tous pour la science **Maroc**

RHOUL Mohsine
Espace Enfant **Maroc**

SABRIE Marie-Lise
Institut de Recherche pour le Développement (IRD) **France**

SALEH Mohamed
Fondation Al Afif **Yémen**

SARR Joseph
Scientifika **Sénégal**

SILMI Mohamed
AESVT-Safi **Maroc**

SOH FOTSING Bertin
Centre d'information, de formation et de recherche pour le développement CIFORD **Cameroun**

TALBI EI Hassan
Association Nature et Patrimoine (ANAP) **Maroc**

TASSE Etienne
Jade Cameroun / SYFIA **Cameroun**

THARI EI Hassan
Université d'Oujda **Maroc**

TOURE Thérèse
Association Karamba Touré (AKT) **Mali**